



**Conseil municipal du 12 février 2015**

**Débat d'Orientations Budgétaires 2015**

**Intervention de Cachan Ensemble par Gérard Najman**

<http://cachan-ensemble.fr/>

Monsieur le Maire, Madame la Première adjointe, chers collègues.

En ouverture de ce débat d'orientation budgétaire, je veux essayer de vous faire partager une double révolte.

**Première révolte :**

Ce débat d'orientation budgétaire est inscrit dans le cadre de la réduction programmée des dotations aux collectivités locales, à des niveaux inadmissibles.

Cette orientation traduit une contestation du rôle des collectivités et une menace pour les services publics de proximité qu'elles assurent. Pouvons-nous accepter sans réagir que notre capacité d'intervention soit entamée de la sorte alors même que les besoins de solidarité sont criants. Que faut-il sacrifier ? Les écoles primaires ? Le logement social ? Les centres sociaux ? Les emplois de fonctionnaires territoriaux ?

Cette orientation est également lourde de conséquence sur l'activité économique. Les communes et les EPCI sont des acteurs majeurs de l'investissement public : équipements sportifs et culturels, écoles, crèches...autant de réalisations qui sont source d'emplois, notamment dans le BTP, secteur sinistré qui fournit des emplois non délocalisables : est-il l'heure d'y renoncer dans un pays qui ne voit toujours pas s'inverser la courbe du chômage.

**Seconde révolte :**

Le débat d'orientation budgétaire se base sur une hypothèse de croissance faible et de baisse de la dépense publique. Cette orientation a un nom : l'austérité. Elle a un résultat connu : l'échec.

Depuis le début de la crise, les gouvernements persévèrent et répliquent les mêmes leviers budgétaires : augmenter les impôts (des ménages), alléger les charges (des entreprises) et réduire les dépenses. Depuis 3 ans la méthode est appliquée avec le zèle des néophytes par les gouvernements socialistes, jugez-en :

- Les lois de finances 2013 et 2014 ont augmenté lourdement les impôts frappant les ménages, sans la réforme d'ensemble pour assurer la justice fiscale (Le « grand soir » fiscal promis pendant la campagne de 2012, dont Thomas Piketty était et reste un des ardents défenseurs, c'est visiblement pas maintenant!).
- Le gouvernement de M. Valls a pris le virage de la « politique de l'offre » et M. Macron, donne dans la surenchère : rassurer les entreprises étrangères, ouvrir nos marchés, favoriser l'investissement international, susciter des vocations de milliardaires (ce changement libéral là, en revanche, c'est tout de suite!)

- Troisièmement et enfin, réduire les dépenses, au risque de désorganiser les services publics au moment où leur légitimité et leur action devraient être les plus fortes. Le tout dans une logique entrepreneuriale de réduction des emplois qui n'évite pas des dépenses nouvelles mal maîtrisées : au hasard, citons Ecotaxe et ses portiques devenus inutiles de par l'absurdité d'une décision et les pénalités qui s'ensuivent.

Ces politiques sont de toute manière procycliques et récessives : la restriction budgétaire et l'augmentation des impôts enrayent la demande et la croissance, réduisent la base et les recettes fiscales, et accroissent au final les déficits budgétaires et l'endettement a contrario de l'effet recherché. La dette publique a explosé depuis 2008 dans tous les pays européens qui ont conduit ces politiques.

Il faut rompre avec ce vieux schéma libéral. Le consensus est en train d'évoluer : les économistes atterrés qui décrivaient ce cercle vicieux sont enfin audibles, Siryza est au pouvoir en Grèce,... même M. Juncker prône la relance par l'endettement avec un plan de grands travaux de 315 Md€ !

Dans ce même esprit de rupture et d'espoir, le groupe Cachan Ensemble vous propose, chers collègues, de voter un vœu exprimant nos révoltes et notre opposition.